

RCS : AMIENS Code greffe : 8002

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de AMIENS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 2005 B 00197 Numéro SIREN : 482 265 451 Nom ou dénomination : RIVERY EXPLOITATION

Ce dépôt a été enregistré le 05/10/2022 sous le numéro de dépôt B2022/007564



GROUPE RIVERY

Centre E. LECLERC
Avenue de la Défense Passive
80136 RIVERY

COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice Clos le 31/03/2022



BBA expertise

Experts-comptables associés

1, allée de la Pépinière
Centre Oasis Dury
Bâtiment 'LE PASSIFLORE'
80000 AMIENS

Tél. 03 60 28 55 66
Fax. 03 60 28 55 96

bba@bbaexpertise.fr

CERTIFIE CONFORME

Bilan consolidé

Actif en €	31/03/2022	31/03/2021
Capital souscrit non appelé		
Immobilisations incorporelles	6 498 404	6 528 408
<i>Dont écarts d'acquisition</i>	6 470 448	6 470 448
Immobilisations corporelles	17 714 163	19 065 422
Immobilisations financières	1 466 134	1 384 703
Participations par mise en équivalence		
Actif immobilisé	25 678 701	26 978 533
Stocks et en-cours	6 025 926	5 516 602
Créances clients et comptes rattachés	686 974	719 946
Autres créances et comptes de régularisation - IDA	933 188	678 137
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités	2 088 685	1 906 236
Actif circulant	9 734 773	8 820 921
Comptes de régularisation	280 468	241 768

Total Actif	35 693 942	36 041 222
--------------------	-------------------	-------------------

CERTIFIE CONFORME

Passif	31/03/2022	31/03/2021
Capital social ou individuel	37 000	37 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation		
Réserves	8 080 663	7 584 255
Résultat Groupe	2 420 414	2 003 824
Provisions réglementées	42 768	44 204
Titres en autocontrôle		
Capitaux propres - Part du groupe	10 580 845	9 669 283
Intérêts minoritaires	-17 529	-43 307
Autres fonds propres		
Provisions pour risques et charges	512 552	548 195
Emprunts et dettes financières	13 972 071	15 111 751
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 676 648	6 801 645
Dettes fiscales et sociales	2 847 924	2 770 369
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	66 110	66 301
Autres dettes et comptes de régularisation - IDP	1 052 514	1 112 186
Dettes	24 615 267	25 862 252
Comptes de régularisation	2 807	4 799

Total Passif	35 693 942	36 041 222
---------------------	-------------------	-------------------

Compte de résultat consolidé

En €	31/03/2022	31/03/2021
Ventes de marchandises	101 691 699	88 793 517
Production vendue	5 385 059	4 863 332
Chiffre d'affaires	107 076 758	93 656 849
Production stockée		
Subventions d'exploitation	108 765	54 504
Reprises sur provisions	450 749	229 892
Autres produits	472 093	363 277
Produits d'exploitation	1 031 607	647 673
Achats et variations de stocks	89 659 210	76 037 460
Autres achats et charges externes	3 797 064	3 951 704
Impôts et taxes	1 075 734	1 038 271
Charges de personnel	8 877 223	8 147 181
Dotations aux amortissements des immobilisations	1 825 080	1 858 273
Dotations aux provisions pour risques et charges	9 228	106 909
Autres provisions et charges d'exploitation	173 248	219 972
Charges d'exploitation	105 416 787	91 359 770
Résultat d'exploitation avant dot. aux amort. et dépr. des écarts d'acquisition	2 691 578	2 944 752
Dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition		
Résultat d'exploitation après dot. aux amort. et dépr. des écarts d'acquisition	2 691 578	2 944 752
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
Produits financiers	36 680	12 874
Charges financières	164 908	191 703
Résultat financier	-128 228	-178 829
Produits exceptionnels	638 249	87 128
Charges exceptionnelles	59 362	97 052
Résultat exceptionnel	578 887	-9 924
Impôt sur le résultat	696 224	733 175
Résultat des sociétés intégrées	2 446 013	2 022 824
Résultat des sociétés mises en équivalence		
Résultat d'ensemble consolidé	2 446 013	2 022 824
Résultat groupe	2 419 559	2 003 824
Résultat hors-groupe	26 454	19 000

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

En €	Capital	Réserves	Résultats	Autres	Total part groupe	Intérêts minoritaires
Capitaux propres N-2	37 000	6 816 565	1 216 970		8 081 039	-10 504
Correction des A nouveaux		-990			-950	-40
Affectation en réserves		283 522	-283 522			
Distributions de dividendes		332 323	-933 448		-600 085	-1 040
Variation de capital		-7 196 894			-7 196 894	
Résultat N-1			2 022 824		2 003 824	19 000
Variations des écarts de conversion						
Incidence des réévaluations						
Entrée de périmètre						
Sortie de périmètre						
Changement de méthode						
Restructuration fusion		7 287 422			7 337 736	-50 314
Changement d'intérêts					409	-409
Variation de périmètre						
Autres variations						
Capitaux propres N-1	37 000	7 521 948	2 022 824		9 625 079	-43 307
Correction des A nouveaux		1			1	
Affectation en réserves		193 203	-193 203			
Distributions de dividendes		321 528	-1 829 620		-1 507 417	-675
Variation de capital						
Résultat N			2 446 867		2 420 413	26 454
Variations des écarts de conversion						
Incidence des réévaluations						
Entrée de périmètre						
Sortie de périmètre						
Changement de méthode						
Restructuration fusion						
Changement d'intérêts						
Variation de périmètre						
Autres variations					1	-1
Capitaux propres N	37 000	8 036 680	2 446 868		10 538 077	-17 529

Tableau de flux de trésorerie consolidé

En €	31/03/2022	31/03/2021
Résultat net consolidé	2 446 013	2 022 824
Résultat des sociétés mise en équivalence		
Amortissements et provisions	1 786 005	1 935 515
Variation des impôts différés	-125 337	77 514
Plus-values de cession, nettes d'impôt		14 097
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	-4 106 681	4 049 950
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-809 314	1 484 379
Liaison Bilan		
Flux net de trésorerie généré par l'activité	3 297 367	5 534 329
Acquisition d'immobilisations	-522 350	-619 241
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt		5 482
Incidence des variations de périmètres		990
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-522 350	-612 769
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-1 507 417	-600 140
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-675	-985
Dividendes en intragroupe		
Augmentations ou diminutions de capital en numéraire		
Emissions d'emprunts	348 050	697 102
Remboursements d'emprunts	-2 173 633	-3 015 233
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-3 333 675	-2 919 256
Incidence des variations de cours des devises		
Variations de trésorerie	558 658	2 002 304
Trésorerie d'ouverture	536 317	-1 465 987
Trésorerie de clôture	-22 341	536 317

Annexe aux comptes consolidés

Le bilan avant répartition de l'exercice clos au 31/03/2022, dont le total est de 35 693 942 euros et le compte de résultat, présenté sous forme de liste, dégagent un résultat d'ensemble consolidé de 2 446 013 euros.

L'exercice clos le 31/03/2022 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/03/2021 avait une durée de 12 mois.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes consolidés. Seules les informations présentant un caractère significatif sont produites.

Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence des méthodes d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes consolidés tels que définis dans les dispositions du règlement CRC 2020-01.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- Immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- Immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Les biens financés par crédit-bail ont été portés à l'actif du bilan comme s'ils avaient été financés par emprunt. Le règlement du CRC n°2020-01 considère comme méthode préférentielle la comptabilisation suivante :

- Au bilan, sous forme d'une immobilisation et d'un emprunt correspondant ;
- Au compte de résultat, sous forme d'une dotation aux amortissements et d'une charge financière.

IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

STOCKS

Les stocks des sociétés RIVERY EXPLOITATION, BAPAUME DISTRIBUTION, et AU JEAN BART sont évalués au PNR (prix net de toutes ristournes inconditionnelles ou conditionnelles considérées comme maîtrisées, y compris les cgV et les cpV).

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production.

Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêt des comptes.

CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

COMPENSATION DES IMPOTS DIFFERES

Conformément au règlement 2020-01 du CRC, les actifs et passifs d'impôt différé ont été compensés lorsqu'ils concernaient une même entité fiscale.

ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Les engagements de retraite font l'objet d'une mention dans l'annexe des comptes annuels sociaux. Dans les comptes consolidés ainsi présentés, ces engagements sont comptabilisés (méthode préférentielle).

RIVERY EXPLOITATION

- Condition : départ volontaire,
- Age estimé de la retraite : 65 ans,
- Méthode de calcul : droits accumulés avec projection salariale (progression : 2%),
- Rotation : lente,
- Taux d'actualisation retenu : 0.98%,
- Convention collective n°3305 : commerce à prédominance alimentaire.

BAPAUME DISTRIBUTION

- Condition : départ volontaire,
- Age estimé de la retraite : 65 ans,
- Méthode de calcul : droits accumulés avec projection salariale (progression : 2%),
- Rotation : lente,
- Taux d'actualisation retenu : 2%,
- Convention collective n°3305 : commerce à prédominance alimentaire.

PROVISIONS REGLEMENTEES

Les provisions réglementées sont des « provisions ne correspondant pas à l'objet normal d'une provision et comptabilisées en application de dispositions légales ».

Ces provisions n'ont pas un caractère économique bien prononcé et sont dans les comptes individuels une entorse au principe de prééminence de la réalité financière sur l'apparence juridique. Aussi, elles doivent être éliminées dans le cadre du retraitement vers les comptes consolidés.

MODALITES DE CONSOLIDATION

Les trois méthodes utilisées sont l'intégration globale, l'intégration proportionnelle et la mise en équivalence dès lors que le groupe possède un contrôle exclusif, conjoint ou une influence notable.

Lors de la première consolidation d'une entreprise contrôlée exclusivement, la valeur d'entrée des éléments identifiables de son actif et de son passif est évaluée :

- Pour les biens destinés à l'exploitation, à leur valeur d'utilité des actifs et passifs,
- Pour les biens non destinés à l'exploitation, à leur valeur de marché à la date d'acquisition ou, en l'absence de marché, à leur valeur vénale nette des coûts de sortie.

On appelle « écart d'évaluation » la différence entre la valeur d'entrée dans le bilan consolidé et la valeur comptable du même élément dans le bilan de l'entreprise contrôlée.

La différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition constitue l'écart d'acquisition.

CHANGEMENT DE REGLEMENTATION COMPTABLE

Les comptes consolidés du groupe sont établis suivant les principes comptables français conformément au nouveau règlement ANC 2020-01 applicable à compter de cet exercice en remplacement du règlement CRC 99-02.

Ce changement de référentiel a principalement pour effet de modifier la présentation du bilan et compte de résultat consolidés. Les méthodes précédemment appliquées sur option sont conformes aux méthodes prescrites par le nouveau référentiel.

Informations complémentaires et éléments significatifs de l'exercice**INFORMATION COVID-19**

La crise sanitaire liée au covid-19 et la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence constituent un événement majeur. L'entreprise a estimé à la date d'arrêté de ses comptes que cette situation relève d'un fait caractéristique de l'exercice en lien avec la situation existant au 31/03/2022.

Conformément aux dispositions du PCG sur les informations à mentionner dans l'annexe, l'entreprise constate que cette crise sanitaire n'a pas d'impact significatif en raison de son activité.

Composition du groupe

La société mère :

SAS RIVERY EXPLOITATION

Centre commercial E.LECLERC – Avenue de la Défense Passive – 80 130 RIVERY

Activité : Holding exploitante détenant des participations dans les sociétés SCI LA BORNE, SCI MARTINE

Les sociétés filiales :

SCI LA BORNE

AV de la défense passive – 80 130 RIVERY

Activité : Locations immobilières

Détention : 99,80 %

SCI MARTINE

AV de la défense passive – 80 130 RIVERY

Activité : Locations immobilières

Détention : 99,50 %

SAS BAPAUME DISTRIBUTION

AV de la défense passive – 80 130 RIVERY

Activité : Express

Détention : 96 %

SCI BAPAUME

AV de la défense passive – 80 130 RIVERY

Activité : loueur

Détention : 99,90 %

SARL AU JEAN BART

AV de la défense passive – 80 130 RIVERY

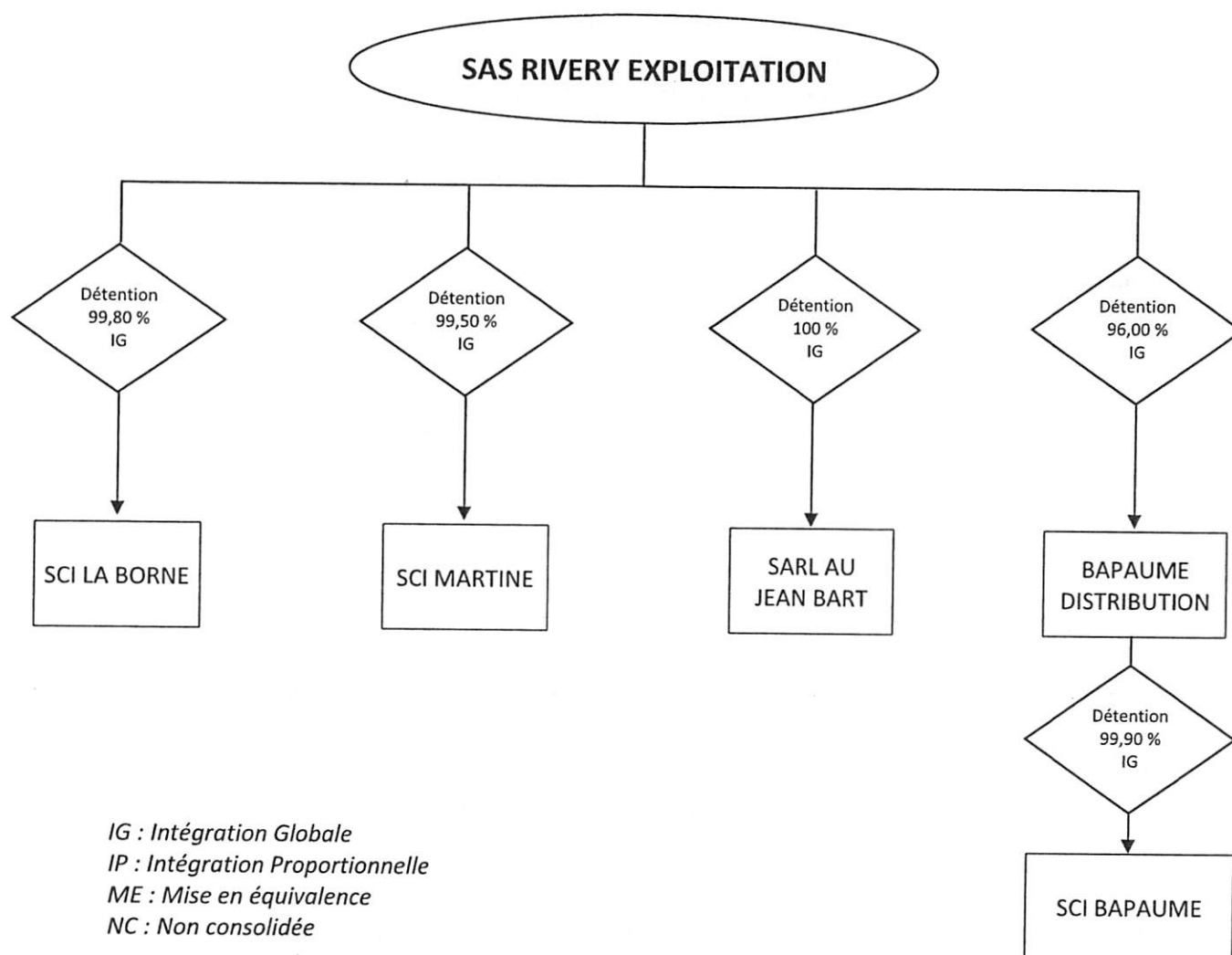
Activité : Restauration traditionnelle

Détention : 100 %

METHODE CHOISIE ET INTERETS FINANCIERS

<i>Entreprise détenue</i>	<i>Contrôle groupe</i>	<i>Intérêts groupe</i>	<i>Méthode choisie</i>
LA BORNE	99,80 %	99,80 %	Intégration globale
MARTINE	99,50 %	99,50 %	Intégration globale
RIVERY EXPLOITATION	100,00 %	100,00 %	Intégration globale
BAPAUME DIST	96,00 %	96,00 %	Intégration globale
SCI BAPAUME	99,90 %	95,90 %	Intégration globale
SARL AU JEAN BART	100,00 %	100,00 %	Intégration globale

Organigramme du groupe

Société tête de groupe

Seuils de consolidation

Les seuils suivants sont à apprécier globalement pour l'ensemble des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation :

- Total des bilans de toutes les sociétés à consolider > 24 M €
- Total du CA de toutes les sociétés à consolider > 48 M €
- Nombre moyen de salariés permanents de l'ensemble des sociétés > 250

Chiffres Clés au 31/03/2022

Sociétés du groupe	Total Bilan (en K€)	Chiffre d'affaires (en K€)	Effectifs
- RIVERY EXPLOITATION	23 774	71 947	162
- BAPAUME DISTRIBUTION	4 494	34 789	69
- SCI BAPAUME	5 285	636	-
- AU JEAN BART	352	325	5
- LA BORNE	7 469	1 332	-
- MARTINE	113	13	-
TOTAL	41 487	109 042	236

Les comptes consolidés ont été établis pour la première fois pour les comptes arrêtés au 31/03/2007.

La date de clôture de la société mère RIVERY EXPLOITATION est 31/03/2022. Il en est de même pour les sociétés BAPAUME DISTRIBUTION et AU JEAN BART.

La date de clôture des SCI BAPAUME, MARTINE et LA BORNE est le 31/12/2021.

Par mesure de simplification et étant donné l'absence d'événements significatifs sur ces filiales, il n'a pas été réalisé de situation intermédiaire comme le préconise le règlement 2020-01.

Information sur la consolidation

ECARTS D'ACQUISITION

SA SORIDIS (fusion RIVERY)

Un écart d'acquisition sur l'achat des titres SORIDIS par la SAS RIVERY EXPLOITATION a été calculé.

La SAS RIVERY EXPLOITATION a acquis 99,28 % des titres SORIDIS le 31/12/2004 pour 7 980 315 euros.

La valeur des capitaux propres au 31/12/2004 était de 1 978 865 euros, dont 240 000 euros de distribution de dividendes.

Une première plus-value latente sur les titres de la SCI MARTINE a été identifiée pour un montant de 50 515 euros. Cette plus-value représente un écart d'évaluation rattaché au poste « Participations » à l'actif du bilan consolidé.

Une seconde plus-value latente sur fonds de commerce a également été déterminée pour un montant de 6 265 648 euros.

Suite à la transposition de la directive comptable 2013/34/UE du 26 juin 2013 dans le règlement 2020-01 (ANC 2015-07), la plus-value du fonds de commerce a été comptabilisée en écart d'acquisition pour 6 220 535 euros (retraitement fait de la part des minoritaires).

Cet écart d'acquisition, ayant une durée d'utilisation non limitée n'est pas amorti et fait l'objet d'un test de dépréciation à chaque exercice.

Les capitaux propres retraités au 31/12/2004 s'élevaient donc à 8 038 190 euros, d'où une absence d'écart d'acquisition.

L'écart d'évaluation sur fonds de commerce est constaté à partir du bilan de décembre 2004 servant de base à la négociation. Celui-ci conduisant à comptabiliser un écart d'acquisition négatif, il était impératif de s'interroger sur le bien-fondé et la réalité de cette évaluation. Il a donc été décidé de plafonner le montant de l'écart d'évaluation à la constatation d'un écart d'acquisition nul, ce qui semble tendre vers une image la plus fidèle qui soit des comptes consolidés tout en respectant le principe de prudence.

SCI LA BORNE

Un écart d'acquisition sur l'achat des titres LA BORNE par la SAS RIVERY EXPLOITATION a été calculé.

La SAS RIVERY EXPLOITATION a acquis 100 % des titres LA BORNE le 31/12/2004 pour 3 284 500 euros.

La valeur des capitaux propres au 31/12/2004 était de 161 986 euros.

Une première plus-value latente sur terrain a été identifiée pour un montant de 1 286 632 euros. Cette plus-value représente un écart d'évaluation rattaché au poste « Terrain » à l'actif du bilan consolidé.

Une seconde plus-value latente sur construction a également été déterminée pour un montant de 3 397 139 euros. Cette plus-value a pour sa part été comptabilisée au poste « Construction » à l'actif du bilan consolidé.

Les capitaux propres retraités au 31/12/2004 s'élevaient donc à 3 284 500 euros, d'où une absence d'écart d'acquisition.

S'agissant d'une acquisition récente, il a été considéré que les écarts d'évaluation étaient justifiés par les valeurs de transaction. Il a été décidé de répartir cette valeur au prorata des valeurs nettes des postes d'actifs immobilisés, la partie sur construction étant amortie sur 20 ans.

SCI MARTINE

Un écart d'acquisition sur l'achat des titres MARTINE par la SAS RIVERY EXPLOITATION a été calculé.

La SAS RIVERY EXPLOITATION a acquis 90 % des titres MARTINE le 31/12/2004 pour 457 380 euros.

La valeur des capitaux propres au 31/12/2004 était de – 8 678 euros.

Une plus-value latente sur terrain a été identifiée pour un montant de 775 317 euros. Cette plus-value représente un écart d'évaluation rattaché au poste « Terrain » à l'actif du bilan consolidé.

Les capitaux propres retraités au 31/12/2004 s'élevaient donc à 508 200 euros, d'où une absence d'écart d'acquisition.

S'agissant d'une acquisition récente, il a été considéré que l'écart d'évaluation était justifié par les valeurs de transaction. Il a été décidé de répartir cette valeur sur le poste terrain.

SARL AU JEAN BART

Un écart d'acquisition sur l'achat des titres AU JEAN BART par la SAS RIVERY EXPLOITATION a été calculé.

La SAS RIVERY EXPLOITATION a acquis 10 % des titres AU JEAN BART le 29/11/2017 pour 203 540 euros.

La valeur des capitaux propres au 29/11/2017 était de 28 434 euros.

Une plus-value latente sur fonds de commerce a été identifiée pour un montant de 175 106 euros. Cette plus-value a été comptabilisée en écart d'acquisition.

Les capitaux propres retraités au 29/11/2017 s'élevaient donc à 203 540 euros, d'où une absence d'écart d'acquisition.

INDEMNITES DE RETRAITE

Dans les comptes individuels des sociétés RIVERY EXPLOITATION et BAPAUME DISTRIBUTION les indemnités de retraite ne font pas l'objet d'une comptabilisation mais d'une mention dans l'annexe.

Le règlement 2020-01 (§ 300) et l'avis du CNC n°97-06 relatif aux changements comptables considèrent comme méthode préférentielle la constitution d'une provision pour la totalité des engagements de retraite.

L'engagement total étant estimé à 371 494 Euros, une provision est à constater.

Cette provision comptabilisée dans les comptes consolidés se décompose en une dotation annuelle de 2 839 Euros, une reprise de 19 742 Euros, et une provision en à-nouveau de 388 397 Euros.

DIVIDENDES INTRA-GROUPES

La société RIVERY EXPLOITATION a perçu de ses filiales SCI LA BORNE et SCI MARTINE des dividendes d'un montant respectif de 311 376 et 10 152 Euros au titre de la distribution des résultats de l'exercice clos au 31/03/2021.

Ces dividendes sont à éliminer.

TEST DE DEPRECIATION DES FONDS DE COMMERCE

Plusieurs fonds de commerce sont inscrits à l'actif du groupe :

- Un fonds de commerce d'hypermarché est inscrit pour 6 265 648 euros à l'actif des comptes consolidés. Ce fonds de commerce ayant été constitué par la société RIVERY EXPLOITATION, il n'est pas inscrit à l'actif de son bilan ;
- Un fonds de commerce de restauration traditionnelle est inscrit pour 175 106 euros à l'actif des comptes consolidés. Ce fonds de commerce ayant été constitué par la société AU JEAN BART, il n'est pas inscrit à l'actif de son bilan ;
- Un fonds de commerce de presse est inscrit pour 28 000 euros à l'actif des comptes de RIVERY EXPLOITATION ;
- Un fonds de commerce de jeux de hasards et paris sportifs est inscrit pour 46 807 euros à l'actif des comptes de AU JEAN BART.

Ces fonds de commerce ne sont pas amortis. L'avis de la CNCC (*bulletin 126 de juin 2002*) précise que « dans les comptes consolidés depuis l'entrée en vigueur du règlement 2020-01 du CRC, le fonds de commerce acquis est représentatif d'un bien incorporel identifiable (part de marché) qui doit être amorti si sa valeur s'amointrit du fait du temps ou de l'usage ».

La Commission des études comptables a rappelé que les modalités retenues à savoir amortissement ou non devraient être appliquées de façon homogène entre les comptes annuels et les comptes consolidés. Elle a également rappelé les règles générales applicables à l'évaluation des éléments d'actifs selon lesquelles, lors de l'arrêté des comptes, il doit être procédé à la constitution d'une provision si la valeur actuelle du bien est notablement inférieure à sa valeur comptable. (*Bulletin CNCC n°112 de décembre 1998*)

Les tests de dépréciation pratiqués sur l'ensemble de ces fonds de commerce n'ont pas fait apparaître de perte de valeur. Aucune dépréciation n'est à constater sur cet exercice.

TAUX D'IMPOT

Le taux d'impôt retenu est de 26,50 %.

LES ECRITURES INTRA-GROUPES

Les principales créances et dettes réciproques ainsi que les principaux produits et charges réciproques ont été éliminés (cf. tableau joint ci-après).

Opérations et comptes réciproques retraités

Comptes réciproques au 31/03/2022
 GROUPE RIVERY

Société	Número compte	Libellés	Solde	LA BORNE	MARTINE	RIVERY	BAPAUME DIST	SCI BAPAUME	JEAN BART
LA BORNE	165000	Dépôts de garantie Rivery	-287 963	dt			-287 963		
LA BORNE	408100	Fournisseurs Rivery	15 000	dt			-15 000		
LA BORNE	411100	Clients Rivery	185 919	dt			185 919		
LA BORNE	451001	C/C Rivery	-1 988 642	dt			-1 988 642		
LA BORNE	621400	Personnel détaché	16 607	dt			16 607		
LA BORNE	661500	Int. C/Courants Rivery	7 296	dt			7 296		
LA BORNE	708300	Loyer Rivery	-1 148 754	dt			-1 148 754		
LA BORNE	708331	Taxe foncière Rivery	-124 214	dt			-124 214		
MARTINE	165100	Dépôts de garantie Rivery	-3 273	dt			-3 273		
MARTINE	411100	Cient Rivery	-212	dt			-212		
MARTINE	418100	Facture à établir	122	dt			122		
MARTINE	455100	C/C Rivery	-88 482	dt			-88 482		
MARTINE	661500	Int. C/Courants Rivery	347	dt			347		
MARTINE	708300	Locations diverses	-12 705	dt			-12 705		
RIVERY	165100	Dépôts reçus Jean Bart	-6 216	dt					6 216
RIVERY	267103	Cr. Rati. A des part. SCI Martine	88 482	dt	88 482				
RIVERY	275101	Dépôts versés La Borne	287 963	dt	287 963				
RIVERY	275102	Dépôts versés Martine	3 151	dt		3 151			
RIVERY	401200	Fournisseurs Martine	212	dt		212			
RIVERY	401200	Fournisseurs Bapaume	3 797	dt			3 797		
RIVERY	411100	Clients Jean Bart	6 010	dt					6 010
RIVERY	411200	Clients fgr Bapaume	39 728	dt			39 728		
RIVERY	418100	Facture à établir Borne	15 000	dt	15 000				
RIVERY	451001	C/C La Borne	1 802 723	dt	1 802 723				
RIVERY	451003	C/C Bapaume	514 442	dt			514 442		
RIVERY	451004	C/C Jean Bart	192 663	dt					192 663
RIVERY	451870	Int. C/C à recevoir	3 454	dt			3 454		
RIVERY	455870	Int. C/C à recevoir	1 003	dt					1 003
RIVERY	613210	Loyer SCI La Borne	-1 148 754	dt	1 148 754				
RIVERY	613220	Loyer SCI Martine	-12 606	dt		12 606			
RIVERY	613231	Taxe foncière La Borne	-124 214	dt	124 214				
RIVERY	613231	Taxe foncière Martine	99	dt		99			
RIVERY	708330	Location galeas Jean Bart	-24 865	dt					-24 865
RIVERY	708330	Location taxe foncière Jean Bart	-2 242	dt					-2 242
RIVERY	708410	Presta. Admin. Factures	-16 607	dt	16 607				
RIVERY	708880	Rat. eau Jean Bart	-507	dt					-507
RIVERY	761700	Int. C/Courants Martine	-347	dt		-347			
RIVERY	763820	Int. C/Courants	-7 296	dt	-7 296				
RIVERY	763820	Int. C/Courants	-3 454	dt			-3 454		
RIVERY	763820	Int. C/Courants	-1 003	dt					-1 003
BAPAUME DIST	275000	Dépôts versés SCI Bapaume	157 500	dt				157 500	
BAPAUME DIST	401100	Fournisseurs Rivery	-43 525	dt			-43 525		
BAPAUME DIST	408201	FNP SCI Bapaume	4 854	dt				-4 854	
BAPAUME DIST	451000	C/C SCI Bapaume	294 270	dt				294 270	
BAPAUME DIST	451003	C/C Rivery	-251 060	dt			-251 060		
BAPAUME DIST	451005	C/C Rivery IS	-253 382	dt			-253 382		
BAPAUME DIST	451860	Gpe intérêts courus à payer	-3 454	dt			-3 454		
BAPAUME DIST	451870	Int. C/C à recevoir	296	dt				296	
BAPAUME DIST	613200	Loyer SCI Bapaume	586 111	dt				586 111	
BAPAUME DIST	613231	Taxe foncière	32 655	dt				32 655	
BAPAUME DIST	614635	Charges de loc. réfectoires	17 368	dt				17 368	
BAPAUME DIST	661520	Int. C/Courants	-3 454	dt			3 454		
BAPAUME DIST	761700	Revenus de créances part.	-1 134	dt				-1 134	
SCI BAPAUME	165100	Dépôts reçus Bapaume dist	-157 500	dt			-157 500		
SCI BAPAUME	411100	Clients	71 816	dt			71 816		
SCI BAPAUME	418100	Facture à établir	4 854	dt			4 854		
SCI BAPAUME	455100	C/C Bapaume dist	-366 086	dt			-366 086		
SCI BAPAUME	455860	Int. C/C à payer	296	dt				-296	
SCI BAPAUME	661520	Int. C/Courants	1 134	dt				1 134	
SCI BAPAUME	708380	Loyer Bapaume dist	-636 134	dt			-636 134		
JEAN BART	275100	Dépôts versés	6 216	dt			6 216		
JEAN BART	401000	Fournisseurs Rivery	-6 010	dt			-6 010		
JEAN BART	451000	C/C IS groupe	-8 207	dt			-8 207		
JEAN BART	451004	C/C Rivery	-184 456	dt			-184 456		
JEAN BART	455860	Int. C/C Rivery	-1 003	dt			-1 003		
JEAN BART	606110	Loyers Rivery	507	dt			507		
JEAN BART	613201	Loyers Rivery	24 865	dt			24 865		
JEAN BART	613231	Taxe foncière	2 242	dt			2 242		
JEAN BART	661520	Int. C/Courants	1 003	dt			1 003		

	LA BORNE	MARTINE	RIVERY	BAPAUME DIST	SCI BAPAUME	JEAN BART
LA BORNE		-	-3 354 751	-	-	-
MARTINE	-		-104 203	-	-	-
RIVERY	3 354 751	104 203		557 967	-	164 843
BAPAUME DIST	-	-	-557 967		1 082 212	-
SCI BAPAUME	-	-	-	-1 082 212		-
JEAN BART	-	-	-164 843	-	-	

Ecart d'acquisition positif

Entreprise détentrice	Entreprise détenue	Valeur brute			Amortissement		
		Début	Ajustement	Fin	Début	Dotation	Fin
RIVERY EXPLOITATION	SORIDIS (fusion)	6 284 535		6 284 535			
RIVERY EXPLOITATION	AU JEAN BART	221 913		221 913			
		6 470 448		6 470 448			

Immobilisations incorporelles

Valeurs brutes en €	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Ecart d'acquisition	6 470 448					6 470 448
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets et droits similaires	193 320	547			31 376	225 243
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles	70 996				-1	70 995
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances, acomptes sur immo. incorporelles	31 376	136			-31 376	136
Immobilisations Incorporelles brutes	295 692	683			-1	296 374

Amortissements et provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Ecart d'acquisition						
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets et droits similaires	166 737	30 686				197 423
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles	70 995					70 995
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances, acomptes sur immo. incorporelles						
Amortissements et provisions	237 732	30 686				268 418

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Ecart d'acquisition	6 470 448					6 470 448
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets et droits similaires	26 583	-30 139			31 376	27 820
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles	1				-1	
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances, acomptes sur immo. incorporelles	31 376	136			-31 376	136
Valeurs nettes	57 960	-30 003			-1	27 956

Immobilisations corporelles

Valeurs brutes en €	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Terrains	4 412 293					4 412 293
Constructions	22 692 942	16 694				22 709 636
Installations techniques, matériel, outillage	2 881 000	90 046	21 600			2 949 446
Autres immobilisations corporelles	5 393 710	309 396				5 703 106
Immobilisations en cours		27 000				27 000
Avances et acomptes						
Valeurs brutes	35 379 945	443 136	21 600			35 801 481

Amortissements et provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Terrains	44 721	8 402				53 123
Constructions	11 013 741	1 127 828				12 141 569
Installations techniques, matériel, outillage	2 104 947	173 609	21 600			2 256 956
Autres immobilisations corporelles	3 151 114	484 555			1	3 635 670
Immobilisations en cours						
Avances et acomptes						
Amortissements et provisions	16 314 523	1 794 394	21 600		1	18 087 318

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Terrains	4 367 572	-8 402				4 359 170
Constructions	11 679 201	-1 111 134				10 568 067
Installations techniques, matériel, outillage	776 053	-83 563				692 490
Autres immobilisations corporelles	2 242 596	-175 159			-1	2 067 436
Immobilisations en cours		27 000				27 000
Avances et acomptes						
Valeurs nettes	19 065 422	-1 351 258			-1	17 714 163

Immobilisations financières

Valeurs brutes en €	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Titres de participations	-1					-1
Actifs nets en cours de cession						
Participations par mises en équivalence						
Autres titres immobilisés	1 334 245	42 943				1 377 188
Prêts						
Autres immobilisations financières	50 458	35 578			2 910	88 946
Créances rattachées à des participations	1					1
Valeurs brutes	1 384 703	78 521			2 910	1 466 134

Provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Titres de participations						
Actifs nets en cours de cession						
Participations par mises en équivalence						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières						
Créances rattachées à des participations						
Provisions						

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Titres de participations	-1					-1
Actifs nets en cours de cession						
Participations par mises en équivalence						
Autres titres immobilisés	1 334 245	42 943				1 377 188
Prêts						
Autres immobilisations financières	50 458	35 578			2 910	88 946
Créances rattachées à des participations	1					1
Valeurs nettes	1 384 703	78 521			2 910	1 466 134

Principales composantes du stock

Valeurs en €	Brutes	Dépréciations	Nettes
Matières premières, approvisionnements	62 745		62 745
En-cours de production de biens			
En-cours de production de services			
Produits intermédiaires et finis			
Marchandises	5 973 166	9 985	5 963 181
Valeurs brutes	6 035 911	9 985	6 025 926

Provisions

Rubriques	Ouverture	Correction à nouveaux	Dotations	Reprises	Virement	Apports, Fusions, Scissions	Variation de périmètre	Variation du taux de change	Autres mouvements	Clôture
Provisions capital appelé non versé										
AUTRES PROVISIONS REGLEMENTEES										
Provisions pour risques	159 798		4 590	23 330						141 058
Provisions pour charges	388 397		2 839	19 742						371 494
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	548 195		7 429	43 072						512 552
Provisions sur frais d'établissement										
Prov. sur frais de recherche et développement										
Prov. sur conss, brevets et droits similaires										
Provisions dépréciation droit au bail										
Provisions dépréciation fond commercial										
Provisions sur autres immo. Incorporelles										
Provisions sur immobilis. incorporelles en cours										
PROV. SUR IMMO INCORPORELLES										
Provisions sur terrains										
Provisions sur terrains en crédit bail										
Provisions sur constructions										
Provisions sur constructions en crédit bail										
Provisions sur immobilis. corporelles en cours										
PROV. SUR IMMO CORPORELLES										
Provisions sur titres de participation										
Prov. pour cess.actifs nets en cours										
Provisions sur titres mis en équivalence										
Provisions sur créances rattachées										
Provisions sur autres titres immobilisés										
Provisions sur prêts										
Provisions sur autres immobilis. financières										
PROV. SUR IMMO FINANCIERES										
Provisions sur stocks matières premières										
Provisions sur en cours de biens										
Provisions sur en cours de services										
Provisions sur stocks produits finis										
Provisions sur stocks marchandises	60 775		9 985	60 775						9 985
PROV. SUR STOCKS ET EN-COURS	60 775		9 985	60 775						9 985
Prov. sur avances et acptes versés sur cmdes	1 979		1 201	1 143						2 037
Provisions sur comptes clients	12 799		16 393	11 422						17 770
Provision dépréciation clients douteux										
Provisions sur autres créances	7 113		1 602							8 715
Provisions charges constatées avan.										
Prov. sur valeurs mobilières de placement										
Provisions sur actions propres										
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	21 891		19 196	12 565						28 522
TOTAL GENERAL	630 861		36 610	116 412						551 059

Créances par échéance

	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an/-5 ans	plus de 5 ans
		Montant	Montant	Montant
Créances rattachées à des participations	1			1
Autres titres immobilisés	1 377 188			1 377 188
Prêts				
Autres immobilisations financières	88 946	500		88 446
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances clients et comptes rattachés	691 139	691 139		
Clients douteux	13 605	13 605		
Actif d'impôt différé	69 923	69 923		
Autres créances	874 017	874 017		
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL GENERAL	3 114 819	1 649 184	0	1 465 635

Dettes par échéance

	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an/-5 ans	plus de 5 ans
		Montant	Montant	Montant
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements	11 178 643	2 145 965	6 358 871	2 673 807
Concours bancaires courants	2 111 026	2 111 026		
Emprunts en crédit-bail	20 703	12 424	8 279	
Intérêts courus sur emprunts				
Emprunts et dettes financières divers	661 699	657 116	4 583	
Avances et acomptes reçus sur commandes en	16 456	16 456		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 660 192	6 660 192		
Dettes fiscales et sociales	2 847 924	2 847 924		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	66 110	66 110		
Autres dettes	287 415	287 415		
TOTAL GENERAL	23 850 168	14 804 628	6 371 733	2 673 807

Impôts différés de l'exercice

<i>Actif d'impôt différé</i>	<i>Montant</i>
<i>Fiscalité différée</i>	-32 497
<i>Engagement retraite</i>	98 445
<i>Suppression frais d'établissement</i>	3 975
<i>Activation du crédit-bail</i>	
<i>PV sur immobilier</i>	
<i>Amortissement de l'écart d'évaluation</i>	
Total	69 923

<i>Passif d'impôt différé</i>	<i>Montant</i>
<i>Activation du crédit-bail</i>	3 409
<i>PV sur immobilier</i>	
<i>Ecart d'évaluation</i>	683 740
<i>Fiscalité différée</i>	-16 795
<i>Engagement retraite</i>	
<i>Retraitement dérogatoire</i>	94 745
Total	765 099

<i>Détail de l'impôt sur le résultat</i>	<i>Montant</i>
<i>Impôts dus sur les bénéfices</i>	821 561
<i>Impôts différés sur les bénéfices</i>	-125 337
Total	696 224

Preuve d'impôt consolidée

PREUVE DE L'IMPOT	TOTAL
Résultat consolidé après impôt	2 446 013
Résultat des sociétés mises en équivalence	
Résultat net consolidé après impôt des sociétés intégrées	2 446 013
Impôt exigible comptabilisé	821 561
Impôts sur les plus-values	
Impôts non assis sur le résultat	
Impôt différé comptabilisé	-81 489
Impôt différé distribution	
Impôt réel	740 072
Impôt différé changement de taux au résultat (CRC-2020-01)	-43 848
Résultat reconstitué avant impôt des sociétés intégrées	3 142 237
IMPOT THEORIQUE GROUPE	832 692
ECART ENTRE IMPOT THEORIQUE GROUPE ET IMPOT REEL	-92 620
JUSTIFICATION DE L'ECART	
Ecart sur base imposées à taux différenciés	-4 384
Produits (minoration) d'impôts des autres éléments que l'impôt société	-169 969
Charges (Majoration) d'impôts des autres éléments que l'impôt société	7 775
Justification de l'écart lié au calcul de l'impôt	-166 578
Ecarts permanents (Résultat non imposé hors dividendes internes)	9 733
Ecarts entre Variation bilancielle et Résultat	227
Ecarts temporaires	
Déficit exercice non activé	
Utilisation déficit antérieur	
Imposition plus-values antérieures	
Résultat fiscal transféré ou attribué	4 172
Résultat imposé ultérieurement	
Dividendes reçus non imposés ou imposés partiellement	-12 564
Résultat sociétés transparente fiscalement	-2 310
Autres bases	74 700
Résultat et corrections intégration fiscale	
Justification de l'écart lié aux bases fiscales	73 958
JUSTIFICATION GLOBALE DE L'ECART ENTRE IMPOT THEORIQUE ET IMPOT REEL	-92 620

Effectifs

	Effectif au 31/03/2022	Effectif au 31/03/2021
Cadres	10	8
Agents de maîtrise	22	18
Employés	204	220
Ouvriers		
TOTAL	236	246

Rémunérations des dirigeants

La rémunération des organes de direction n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Engagements financiers

Rubriques	Montant hors bilan
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions et retraites	
Autres engagements donnés	20 628 696
Autres engagements reçus	3 382 616
TOTAL	24 011 312

Dettes garanties par des sûretés réelles

Rubriques	Montant garanti
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	9 767 562
Concours bancaires courants	
Emprunts en crédit-bail	
Emprunts et dettes financières divers	
TOTAL	9 767 562

Ventilation du chiffre d'affaires net

Répartition par secteur d'activité	Montant
Ventes de marchandises	101 691 699
Ventes de produits finis	3 358 485
Prestations de services	2 026 574
TOTAL	107 076 758

Répartition par marché géographique	Montant
France	107 076 758
Etranger	
TOTAL	107 076 758

Charges exceptionnelles

Taux de l'impôt Société :		Nature des charges exceptionnelles	31/03/2022	Impôt correspondant	Impôt correspondant corrigé	31/03/2021
26,5	%	Pénalités sur marchés et débits payés sur achats et ventes	716			9 136
		Pénalités, amendes fiscales et pénales				
		Dons, libéralités				
		Créances devenues irrécouvrables dans l'exercice				
		Subventions accordées				
		Rappel d'impôts (autres qu' IS)	28 901	7 659		48 837
		Autres charges sur opérations de gestion	12 530	3 320		19 500
		Charges sur exercices ant. (en cours d'exercice)	16 210	4 296		
		Sous-total	58 357	15 275		77 473
		Immobilisations incorporelles				19 579
		Immobilisations corporelles				
		Immobilisations financières				
		Autres éléments d'actif				
		Malis provenant de clauses d'indexation				
		Lots				
		Sous-total				19 579
		Malis provenant du rachat par l'entreprise d'actions et				
		Charges exceptionnelles diverses				
		Sous-total				
		Dotations aux amortissements exceptionnels				
		Dotations aux provisions réglementées (stock)				
		Dotations aux provisions réglementées				
		Dotations aux provisions pour risques et charges	1 004	266		
		Dotations aux provisions pour dépréciation exceptionnelles				
		Sous-total	1 004	266		
		Autres charges exceptionnelles non détaillées	1			
		TOTAL	59 362	15 541		97 052

Produits exceptionnels

Nature des produits exceptionnels	31/03/2022	Impôt correspondant	Impôt correspondant corrigé	31/03/2021
Dédits et pénalités perçus sur achats et ventes				641
Libéralités perçues				
Rentrées sur créances amorties				
Subventions d'équilibre.				
Dégrèvement d'impôts (autres qu'impôt sur les bénéfices)				
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	549 940	145 734		40 290
Produits sur exercices antérieurs	84 877	22 492		12 950
Sous-total	634 817	168 227		53 880
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Autres éléments d'actif corporels				
Autres éléments d'actif incorporels				
Sous-total				
Immobilisations financières				
Titres consolidées				
Sous-total				
Bonis provenant de clauses d'indexation				
Lots				
Bonis provenant du rachat d'actions et d'obligations émises				
Produits exceptionnels divers	3 432	909		3 582
Sous-total	3 432	909		3 582
Amortissements dérogatoires				
Provision spéciale de réévaluation				
Plus-values réinvesties				
Sous-total				
Reprises sur provisions réglementées (stocks)				
Reprises sur autres provisions réglementées				
Reprises sur provisions pour risques et charges				29 666
Reprises sur provisions pour dépréciation				
Sous-total				29 666
Autres produits exceptionnels non détaillés				
TOTAL	638 249	169 136		87 128

RIVERY EXPLOITATION

Société par Actions Simplifiée au Capital de 37 000 Euros

Siège Social : Avenue de la Défense Passive
80136 - RIVERY

482 265 451 R.C.S. AMIENS

RAPPORT SUR LA GESTION DU GROUPE

PRESENTE A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 21 SEPTEMBRE 2022

Chers Associés,

Vous êtes réunis en Assemblée conformément aux dispositions légales et statutaires à l'effet de vous présenter notre rapport de gestion relatif aux comptes consolidés de l'exercice clos le **31 MARS 2022**.

Nous vous rappelons que nous sommes dans l'obligation de tenir des comptes consolidés en application des articles L.233-16 et suivants du Code de Commerce.

I – PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont :

Nos filiales :

- La société « **BAPAUME DISTRIBUTION** », Société par Actions Simplifiée au capital de 40.000 €, dont le siège social est à BAPAUME (Pas-de-Calais) – Lieudit « La Fabrique à Sucre ».
- La société « **SCI LA BORNE** », Société Civile au capital de 7.622 €, dont le siège social est à RIVERY (Somme) – Avenue de la Défense Passive.
- La société « **SCI MARTINE** », Société Civile au capital de 3.049 €, dont le siège social est à RIVERY (Somme) – Avenue de la Défense Passive.
- La société « **SCI TILLOY BAPAUME** », Société Civile Immobilière au capital de 10.000 €, dont le siège social est à RIVERY (Somme) – Avenue de la Défense Passive.
- La société « **AU JEAN BART** », Société à Responsabilité Limitée au capital de 1.000 €, RIVERY (Somme) – Avenue de la Défense Passive.

Les sociétés « **BAPAUME DISTRIBUTION** » et « **AU JEAN BART** » ont clôturé leurs comptes au 31 MARS 2022, date de clôture des comptes consolidés, quant aux sociétés « **SCI LA BORNE** », « **SCI MARTINE** », « **SCI TILLOY BAPAUME** », elles ont clôturé leurs comptes au 31 DECEMBRE 2021.

II – RAPPORT DE GESTION DU GROUPE SUR L'EXERCICE CLOS 31 MARS 2022

Au cours de cet exercice consolidé qui s'est déroulé sur une période de douze mois, nous avons réalisé un chiffre d'affaires net de 107.076.758 Euros contre 93.656.849 Euros pour l'exercice précédent, soit une hausse d'environ 14,32 %.

Globalement, l'ensemble des charges d'exploitation du groupe a augmenté d'environ 15,38 %.

Par suite, le résultat d'exploitation du groupe se solde par un bénéfice de 2.691.578 contre un même bénéfice pour l'exercice précédent de 2.944.752 Euros.

En ce qui concerne le résultat financier du groupe, l'ensemble des produits s'est élevé à 36.680 Euros contre 12.874 Euros pour l'exercice précédent, et l'ensemble des charges à 164.908 Euros contre 191.703 Euros pour l'exercice précédent, de sorte que, balance faite, ce résultat se solde par une perte de 128.228 Euros.

Par suite, le résultat courant avant impôts du groupe fait ressortir un bénéfice de 2.563.350 Euros contre un même bénéfice de 2.765.923 Euros l'exercice précédent.

Enfin, le résultat exceptionnel du groupe se traduit par un bénéfice de 578.887 Euros constituée :

- de produits exceptionnels pour 638.249 Euros ;
- de charges exceptionnelles pour 59.362 Euros.

Ce même résultat exceptionnel faisait ressortir une perte de 9.924 Euros l'exercice précédent.

Par suite le résultat comptable net du groupe de l'exercice se traduit par un **BENEFICE** de **2.419.559 Euros**.

III – FAITS CARACTERISTIQUES

Les comptes consolidés intègrent les impacts de l'épidémie liée à la COVID-19 qui sont non significatifs pour le groupe.

IV - EVENEMENTS POST CLOTURE – EVOLUTION PREVISIBLE

Rien de particulier n'est à signaler, nous restons confiants sur la bonne poursuite de l'activité des sociétés du groupe.

*
* *

Nous allons maintenant vous présenter plus en détail les comptes consolidés de l'exercice puis il vous sera donné lecture du rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés.

LE PRESIDENT DE LA SOCIETE

CERTIFIE CONFORME

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and strokes, is written over the blue text "CERTIFIE CONFORME".

DÉPÔT AU
GREFFE

RIVERY EXPLOITATION

Société par actions simplifiée

Avenue de la Défense Passive

80136 RIVERY

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 mars 2022

RIVERY EXPLOITATION

Société par actions simplifiée

Avenue de la Défense Passive

80136 RIVERY

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 mars 2022

A l'assemblée générale de la société RIVERY EXPLOITATION

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société RIVERY EXPLOITATION relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie

« Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} avril 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « CHANGEMENTS DE REGLEMENTATION METHODES » de l'annexe des comptes consolidés concernant le changement de méthode comptable lié à l'application du règlement ANC n°2020-01.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les actifs incorporels.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévue par les textes légaux et réglementaires des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le comité directeur.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui

- d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
 - il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
 - il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
 - il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
 - concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

A Dury et Tours, le 19 septembre 2022

Les commissaires aux comptes

VDB et Associés

A black ink signature consisting of several loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Rachid AISSAOUI

Deloitte & Associés

A blue ink signature with a stylized 'B' and 'G' and a long horizontal stroke extending to the right.

Bernard GROUSSIN